

La Ligue de l'enseignement

La Ligue de l'enseignement souffle, cette année, ses 150 bougies. L'occasion de revenir avec son président sur ses missions, sa particularité, mais aussi les transformations qu'elle traverse et les combats qui lui tiennent à cœur aujourd'hui.

H&L : *La Ligue de l'enseignement va lancer, durant cette année un peu particulière, un programme important d'actions nationales et régionales. Quels sont vos sentiments, à cette occasion ?*

Jean-Michel Ducomte : D'emblée, un sentiment de satisfaction. En effet, au-delà de toutes les difficultés et obstacles, nous restons vivants, capables de penser le monde qui nous entoure, attentifs à le faire comprendre et à le faire évoluer. Cela n'était pas écrit d'avance, comme il n'était pas évident de continuer à assumer avec une détermination inentamée la mission que s'était donnée la Ligue, énoncée en 1886 par son fondateur Jean Macé : « Former des citoyens ». C'est toujours cette fonction sociale et politique que nous souhaitons continuer à incarner, elle éclaire la totalité de nos champs d'intervention, même si certains d'entre eux semblent éloignés de notre périmètre initial d'engagement. Nous avons traversé l'histoire, essentiellement celle des Républiques, quelquefois en ayant été cabossés, malmenés, mais nous sommes toujours là, portant une parole qui reste forte et audible. Cette parole, nous n'en avons bien sûr pas l'exclusivité, et, à ce propos, je suis ravi que nous ayons conservé très vifs les liens qui nous unissent avec la Fédération de la Libre Pensée et la LDH, trio historique qui a, lui aussi, traversé bien des aventures. Nous sommes donc toujours là, et plus déterminés que jamais à nous inscrire dans une filiation revendiquée à l'égard de l'éducation populaire, tout en nous adaptant à l'évolution des réalités sociales et économiques. Ainsi, en même temps que nous nous appliquons à remplir la mission

éducative que nous développons depuis nos origines, nous sommes devenus des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Soulignons qu'il n'est pas simple de faire cohabiter ces deux ambitions, cela ne va pas sans tensions. Nous nous sommes ainsi engagés quelquefois dans une logique de prestation, généralement auprès de la puissance publique ou des collectivités territoriales, en répondant à la commande publique. Nous veillons à ce que nos offres ou propositions portent la marque de ce que nous sommes, nous distinguant de ceux que seule la recherche du profit anime. Ayant été contraints de nous inscrire dans le cadre d'un marché et donc du jeu de la concurrence, nous devons dire et prouver que nous ne nous situons pas dans une logique capitaliste. Si l'on considère les activités périscolaires, par exemple, nous avons choisi de répondre à des appels d'offre, mais nous ne nous limitons pas à être de « petites mains », nous prétendons pouvoir être choisis pour le mieux-disant, culturel et pédagogique, que nous proposons. Pourtant, nous sommes confrontés à des concurrents qui, eux, n'ont pas d'états d'âme comparables aux nôtres.

Cette position de prestataire de services ne comporte-t-elle pas des risques d'instrumentalisation politique ?

Il y a effectivement un danger, et nous devons nous montrer très vigilants. Nous devons en permanence être convaincus que c'est dans une fidélité assumée à notre histoire, à nos combats, à notre culture, que réside la meilleure garantie contre le risque d'instrumentalisation. Veillons à ce que ceux qui nous choisissent ne

le fassent pas pour notre docilité supposée mais pour ce quelque chose en plus qui nous singularise. Sachons que ceux qui se pensent en mesure de nous concurrencer tirent de leur attachement au profit une capacité gestionnaire face à laquelle il est parfois difficile de construire une réponse. Que notre aptitude à proposer mieux, dans une fidélité assumée à notre identité politique, dans la revendication de la cohérence de notre projet éducatif, nous permette d'échapper à une banalisation qui, en même temps qu'elle ruinerait notre singularité, risquerait d'attenter à notre existence. Les marchands sans autre boussole que



© DK

a 150 ans



leurs bénéfices sont meilleurs commerçants que des militants. Faire aussi bien techniquement et mieux en termes de projet, telle doit être notre ambition.

Mais, à l'instar de nombreuses associations proches de la nôtre et appartenant au monde de l'éducation populaire, nous avons également été confrontés à d'autres évolutions qui nous ont amenés à devoir nous adapter. Par exemple, le phénomène de professionnalisation progressive de notre fonctionnement a vu cohabiter, quelquefois de façon complexe, des salariés et des bénévoles, alors que toute notre longue histoire et notre culture institutionnelle étaient fondées

sur la pratique bénévole engagée. Comme d'autres, nous avons eu à négocier, à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, avec un Etat qui prenait directement ses responsabilités en ce qui concerne les questions sociales et éducatives, dans des secteurs dévolus jusque-là exclusivement au bénévolat.

Dans ce processus qui a beaucoup vu se normaliser les associations, leurs modalités de fonctionnement, quelquefois le profil de leurs militants, quelles sont aujourd'hui les spécificités de la Ligue de l'enseignement ?

Nous avons une originalité chronologique. Créée en 1886,

« Il me semble que les mouvements d'éducation populaire ont des choses à dire quant à ce qui est de créer du commun dans nos sociétés fragilisées, traversées par une diversité qui est à la fois source possible de fracture mais également d'enrichissement. »

la Ligue de l'enseignement dispose du bénéfice de l'antériorité dans l'univers associatif. Elle est née alors que la liberté d'association n'existait pas encore, à un moment où la disparition du délit de coalition a permis à la pensée « associationniste » de s'incarner dans des mouvements plus structurés et surtout moins soumis à la suspicion policière des pouvoirs de l'heure. Cette antériorité nous a permis, plus tard, de contribuer à la création de syndicats dans le monde enseignant, d'associations de parents d'élèves et de bons nombres d'organisations et de mouvements complémentaires de l'école.

En deuxième lieu, nous bénéficions d'une surface militante particulièrement importante qui nous donne une forme de centralité au plan politique – nous sommes, de fait, difficilement contournables – et, en rapport aussi avec notre histoire, nous assumons un rôle fédérateur au sein du monde associatif.

Enfin, nous avons, très tôt, fait le choix d'engager notre réflexion et de développer nos actions autour de la question laïque et la question scolaire, en choisissant de les lier de façon très étroite. Nous assurons un peu une fonction d'espace de confrontation ouvert et lucide car nous avons beaucoup, et très tôt, mobilisé autour de nous sur tous les débats et conflits, de la « guerre des deux France » aux interrogations contemporaines sur la question de la diversité, culturelle, culturelle et sociale. Nous n'avons jamais cessé de penser qu'être laïque n'interdisait pas d'être lucide, courageux et honnête. Tout ceci nous amène à devoir assumer la complexité,

loin des formules toutes faites, des postures, ou, plus gravement, d'un simplisme xénophobe. Le fait de ne pas hésiter à avancer des idées, ouvrir des pistes, formuler des hypothèses tout en tenant nos positions ne nous fait pas choisir la facilité ni la tranquillité. Par exemple, nos positions sur la question laïque, partagées par d'autres associations comme la LDH ou la Fédération de la Libre Pensée, sont quelquefois mal vécues par certains de nos propres militants. A nous d'expliquer, d'argumenter, de convaincre.

Pour autant, nous avons pris l'option, à la différence de certains, de ne pas «scolarocentrer» exclusivement nos positions dans le cadre du débat actuellement très vif sur la laïcité, mais de les mettre en perspective avec la question sociale. Nous avons ainsi adopté un positionnement qui, s'il n'est pas le plus confortable, me paraît en cohérence avec l'approche jaurésienne de cette question qui fut fondatrice des convictions devant faire de la loi de 1905 un texte de liberté, d'émancipation et, finalement, de pacification. Il s'est agi également, tout en étant d'une fermeté absolue sur les principes laïques, de ne pas laisser une approche laïco-identitaire capter l'animation du débat laïque.

Quelle est, vu depuis cette place particulière qu'occupe la Ligue de l'enseignement, la question qui paraît aujourd'hui majeure ?

Je pense que c'est celle de notre rapport au politique. Sous la forme institutionnelle et les pratiques qu'on leur connaît, les partis politiques sont en état de coma avancé qui fait craindre pour leur survie. Nés au cours du XX^e siècle, prenant le relai des mobilisations victorieuses de la société civile, de l'éducation populaire, ils ont eu pour fonction d'assurer la maturation idéologique des idées ou des intuitions issues de ces mouve-

Autour de nous, souvent dans les marges, se multiplient des expériences, des pratiques articulant économie et lien social, développement et solidarité. La société civile, les associations n'hésitent pas ou plus à travailler ces questions, ce qui constitue un acquis collectif précieux sur lequel construire.

ments. Réduits à des instances de sélection des élites, ils ne sont plus en capacité de construire des blocs hégémoniques, de contribuer à donner du sens à l'action collective, ni d'éclairer l'avenir.

A l'inverse, il me semble que les mouvements d'éducation populaire ont des choses à dire quant à ce qui est de créer du commun dans nos sociétés fragilisées, traversées par une diversité qui est à la fois source possible de fracture mais également d'enrichissement. Il est plus que jamais important de travailler sur les écarts induits par nos différences, sans perdre de vue l'ambition universaliste ; c'est le sens d'un projet collectif à refonder. Ce choix de regard permet par exemple, à rebours d'un discours dominant, de considérer que l'islam n'est un problème en soi, ni l'islamophobie une réponse, mais une réalité sociologique qui nous impose d'en tenir compte, dans le respect des individus qui s'en réclament et sans rien abandonner du souci émancipateur qui anime le principe de laïcité.

Tisser du commun, c'est de cet enjeu que traitera le congrès de la Ligue de l'enseignement pour ses 150 ans. Il s'agit de redonner de l'épaisseur à un politique qui se caricature dans le jeu des ambitions et l'étroitesse des stratégies électoralistes. Sans jeter le bébé démocratique avec l'eau du bain politique, il nous faut redonner place à de vrais débats politiques, réanimer l'engagement et redonner le goût et le sens de la chose publique. Il est également temps de nous emparer des outils modernes de communication pour les mettre au service du débat démocratique et du projet collectif, et leur éviter de contribuer à un renforcement de l'individualisme.

Nous ne partons pas de rien. Autour de nous, souvent dans les marges, se multiplient des expériences, des pratiques articulant économie et lien social,

développement et solidarité. La société civile, les associations n'hésitent pas ou plus à travailler ces questions, ce qui constitue un acquis collectif précieux sur lequel construire. Mais il ne faut pas tarder car le feu s'éteint vite. Nous avons, dans la période qui s'ouvre, une fonction politique importante et indispensable à jouer, et qui nous amènera à renouer dans un second temps le dialogue avec les partis sur d'autres bases que celles d'aujourd'hui.

Plus généralement, quelle est l'actualité de l'éducation populaire ?

Il s'agit, encore et toujours, d'«enseigner le peuple», c'est-à-dire sous des formes certainement renouvelées, de remplir la fonction émancipatrice qu'assignait Condorcet à l'éducation. Cette perspective s'avère d'une ardente nécessité. Faire de chaque citoyen un tout compétent, un être tout à la fois insatisfait et curieux de tout, capable de poser des constats et d'élucider le réel, se déprenant de l'influence confortable et délétère d'une expertocratie dotée d'une compétence auto-proclamée et dont la morgue et l'irresponsabilité nourrissent les populismes. Face aux instruments d'anesthésie de la pensée et du jugement que représentent nombre de moyens de soi-disant information, il est vital et urgent de réinvestir le champ du culturel, d'en élargir les dimensions en l'abordant de façon ouverte. Là encore, l'éducation populaire doit être un vecteur de développement d'outils d'apprentissage et de pratiques de débats démocratiques alimentant notre curiosité réciproque et dépassant nos incapacités à communiquer entre nous. ●

Propos recueillis par Jean-François Mignard, secrétaire général de la LDH et membre du comité de rédaction d'H&L